

Même quand l'oiseau marche, on voit qu'il a des ailes.

Pour toutes ces dernières années, le constat peut être fait - et souligné par les congressistes - que l'audience et l'influence de la Libre Pensée française, à travers l'activité de ses groupes, de ses fédérations départementales, de la Fédération Nationale, ont largement progressé. Elle apparaît clairement aujourd'hui, pour tous les observateurs de bonne foi, comme l'élément moteur de la défense de la Loi de 1905 et, en France comme à l'international, de la promotion de la laïcité et de la séparation des Églises et de l'État. Son action pour la réhabilitation des « Fusillés pour l'exemple » de la Grande Guerre, même si son aboutissement n'est pas encore survenu, suscite un très large écho, y compris auprès des pouvoirs publics. Sur le plan international, son objectif - son ambition - de recréer, dans le cadre de l'IHEU, une véritable Internationale des Libres Penseurs, est en bonne voie : la création et la vitalité du CILALP en sont un signe indiscutable, et il n'est plus du tout utopique d'imaginer que cette renaissance se produira à l'occasion du prochain congrès de l'IHEU, en 2011.

L'année dernière aussi, en toute logique, la Fédération Nationale a vu croître ses effectifs. Si toutes les fédérations n'ont pas un développement égal, le total, lui, augmente régulièrement, ce qui s'explique évidemment non seulement par l'action de la Fédération Nationale, mais aussi par le bon relais qui en est fait localement, et bien sûr par le développement des actions propres aux groupes et aux fédérations départementales.

Le Congrès estime cependant qu'il ne peut pas se satisfaire pleinement de ce résultat positif. La croissance de nos effectifs reste un objectif majeur : il s'agit de l'image de la Libre Pensée, et de sa capacité d'entraîner le plus grand nombre des citoyens républicains à soutenir nos objectifs. S'il y a certainement beaucoup de libres penseurs qui n'adhèrent pas à notre association, il faut bien reconnaître que la plupart ne connaissent pas notre association, même pas de nom. L'adhésion à la Libre Pensée, l'approbation de ses principes et l'accord avec les actions qui en découlent conduisent naturellement chaque adhérent à oeuvrer pour faire partager autour de lui ses convictions réfléchies. Toute augmentation de leur nombre emportera ipso facto une reconnaissance et une audience accrue.

La Libre Pensée ne manque pas d'adversaires, en France et dans le monde. En France, chacun connaît la situation, notamment les propos tenus publiquement par le Président de la République, et la pénétration croissante des religions dans la sphère publique, avec souvent l'appui ou la complicité d'élus de tous bords. Dans l'Union européenne, la quasi-totalité des États n'est pas laïque et ne pratique pas la séparation des Églises et de l'État ; l'exécutif de l'Union est soumis - avec son consentement ? - à un lobbying forcené des représentants des religions, notamment du Vatican, et cela peut conduire demain, si le « mini » traité de Lisbonne entrait en vigueur, à ce que nous nous heurtions à des « partenaires religieux » de nos gouvernants, devenus alors incontournables.

Le caractère public de nos effectifs est un argument de poids pour appuyer la nécessité d'une croissance soutenue. Il ne peut échapper à personne qu'une stagnation, ou pire, une régression, feraient beaucoup d'heureux... et susciteraient de nombreuses actions de grâce.

En outre, mais cela n'échappe pas au Congrès, une progression des adhérents amène automatiquement une progression des recettes. Ce sont donc des moyens supplémentaires qui seraient donnés à notre organisation, à tous les niveaux, qui ne peuvent que produire une spirale positive de nos actions, de nos publications et, en fin de compte, de notre représentativité et de notre influence. De plus, les congrès de la Fédération Nationale de la Libre Pensée se tiennent chaque année, ce qui est un témoignage de notre démocratie interne, et un gage pour la soutenir. Cependant, c'est une charge considérable pour nos structures, et souvent pour certains congressistes. Plus de moyens financiers permettrait sans doute, par des aides à tous les échelons, de favoriser la présence aux congrès de participants plus nombreux.

C'est pourquoi le Congrès demande à chaque Fédération, mais aussi à chaque adhérent, de mettre le recrutement de nouveaux membres au coeur de ses préoccupations quotidiennes, et de réfléchir aux meilleurs moyens à mettre concrètement en oeuvre.

En outre, le Congrès mandate la Fédération Nationale, la Commission Administrative Nationale et le Bureau Exécutif pour recenser les difficultés que rencontrent les fédérations départementales, afin de pouvoir éventuellement leur apporter aide et conseil en connaissance de cause. Persuadé que chacune et chacun auront à coeur de participer activement à ce travail constructif, le Congrès se déclare assuré d'en constater le résultat positif dès l'année prochaine, lors de sa prochaine session.

PS:

Adopté à l'unanimité